

1^{ER} MAI: L'ELAN UNITAIRE ANTIFASCISTE

Le 1er mai 1997 a été le moment d'un élan unitaire antifasciste du mouvement syndical. La déclaration unitaire signée par les unions régionale parisiennes de la CGT, de la CFDT, de la FSU, de l'UNSA et des UD 75; 93 et 74 FO soulignait que « le chômage, la précarité, les difficultés sociales constituent un terrain sur lequel les extrémismes et le Front national veulent semer leur idéologie de haine et d'exclusion ». Et nombreuses sont les manifestations unitaires, sociales et antifascistes de Paris à Marseille qui ont clairement désigné le FN comme ennemi du salariat, de ses acquis sociaux et de ses organisations. Deux exemples en témoignent.

Unité syndicale antifasciste

A Lyon, la FSU, la FEN la FDSU et les Unions départementales CFDT et CGT du Rhône ont signé conjointement un tract « Rhône : unité syndicale, ensemble contre le FN pour la justice sociale » pour appeler les salariés à manifester le premier Mai. Soulignant les profits énormes réalisés, les inégalités de revenus, et le lien entre temps de travail et situation de l'emploi, le tract pointe que le FN n'entend pas remettre en cause cet ordre des choses, et n'apporte que de mauvaises réponses à de mauvaises questions. Si face au chômage produit du libéralisme, le FN accuse les immigrés et veut renvoyer les femmes dans leurs foyers, les organisations syndicales signataires de ce tract, déclarent qu'elles se battent contre les licenciements et la précarité, pour la réduction massive du temps de travail. Si face au développement des inégalités, le FN propose la suppression de l'impôt sur la fortune, la casse de la sécurité sociale, les syndicalistes mettent en avant qu'ils sont pour une véritable réforme fiscale contre les taxes inégalitaires, et qu'ils ont défendu dans la rue, en décembre 95, et continueront à défendre le principe d'une sécurité sociale égale pour tous. Enfin les organisations syndicales rappellent que si elles diffuseront ensemble ce tract pour débattre avec le plus grand nombre possible de salariés, de chômeurs et de retraités, c'est suite au forum de syndicalistes contre le fascisme, qu'elles ont organisé ensemble le 11 Mars dernier (voir ISA n°9). Aux impôts, le SNUI, le SNADGI-CGT, le SGI-FO, le SNI-CFDT, le SI-CFTC ont signé une

déclaration commune appelant à la vigilance et à l'action contre le développement des idées et comportements d'extrême droite, et dans leur champ professionnel pour combattre les tentations racistes au sein du service public fiscal et foncier.

Le FN à l'ombre de Pétain

Quant au Front national, il continue d'occuper le pavé parisien chaque 1er mai pour tenter d'en détourner le sens et disputer aux organisations syndicales leur représentativité et légitimité. Dans le quotidien Présent daté du 3 mai, Yves Daoudal explique clairement le sens de cette offensive en rappelant qu'« en 1941, sous le gouvernement du Maréchal Pétain, le 1er-Mai devient une véritable fête du Travail ». « Jusqu'à ces dernières années, le syndicat du Parti communiste et quelques autres avaient occulté la réalité en occupant, seuls, le pavé. Mais depuis que le Front national a repris le 1er-mai, en lui redonnant son sens de Fête du travail » les choses ont changé « dans la continuité d'une histoire nationale qui est une histoire chrétienne » ajoute-t-il. De son côté, François Brigneau, dans Nationale hebdo du 1er mai énonce sans vergogne que « le premier Mai est sans doute la plus belle fête de la France. » Mais pour préciser tout de suite après que c'est celle où l'on sent le mieux le corps de la patrie, la terre des pères et de leurs enfants.

1er mai judéo-maconnique ?

Si le premier Mai est la fête du travail (et non des travailleurs), c'est pour expliquer « qu'elle est née au siècle dernier, au soleil noir du capitalisme sauvage, quand la république du Grand Orient exploitait et écrasait les travailleurs. » Pour faire bonne mesure, le premier Mai à Fourmies en 1891 où la troupe tira sur les travailleurs, n'est mentionné que pour préciser que le préfet se nommait « Isaac ».

Dans un saisissant exercice de contorsion, la loi Le Chapelier de 1791 interdisant toute association entre citoyens d'une même profession, et le mot d'ordre du manifeste du parti communiste « rolettaires de tous les pays unissez-vous », ont mis sur le même plan pour expliquer que le pouvoir « jacobin » d'aujourd'hui a empêché l'existence des syndicats FN, défendant « aux prolétaires français de s'unir dans une association

nationale ». Après avoir rappelé à sa façon que le premier Mai était une fête sociale, Brigneau précise que « le premier Mai c'est la fête de Jeanne d'Arc. C'est la fête nationale. La vraie. » En effet le 14 Juillet, présente le défaut d'être « une fête de guerre civile, de guerre franco-française ».

Défendre le 1er mai

Après la vague citoyenne de Strasbourg, le mouvement syndical a clairement marqué sa détermination à mettre en échec l'appropriation du 1er mai que tente d'opérer depuis plusieurs années le parti fasciste. Expression salutaire du mouvement syndical. Elle se refuse à dissocier la lutte pour l'emploi et les revendications, de la lutte contre l'exclusion et le Front national.

Nouveaux dépliants FN

Le Cercle national des préretraites et retraités vient d'éditer un nouveau dépliant qui revient sur leur tentative infructueuse de participer à la manifestation du 22 octobre dernier (ISA n°4). Le CNPR signale sa participation au « parlement européen des seniors » où il a été le seul à dénoncer les dangers de l'immigration, de l'insécurité et réclamer une « retraite pour les mères de familles ». Il exige l'exclusion des syndicats de la gestion des caisses d'assurances vieillesse et l'instauration « d'un revenu maternel », la réservation aux seuls Français d'allocations familiales. Fraternité française et le Front anti-chômage s'adressent « aux Français en difficulté » sous le mot d'ordre « les Français aident les Français ». Fraternité française est une association présidée par Mireille d'Ornano et a été reconnue d'utilité publique par arrêté préfectoral le 13 décembre 1996 et donc est autorisée à recevoir dons et legs... « Le travailleur français », organe du Front anti-chômage, fait de la publicité dans son numéro de mars-avril pour les ouvrages d'Henri Coston, vieux militant antisémite et anti-franc-maçon des années de la collaboration. FNP Poste publie un nouveau dépliant « Postiers français le Front national vous défend », « La préférence nationale c'est le fondement du statut de la Poste » précise le tract qui entend « défendre le service public de la poste » au moyen de la « promotion d'une véritable politique sociale d'entreprise passant par l'amélioration du parc immobilier, des restaurants... », « le maintien des critères de préférence

nationale à 1 'embauche », la fixation des quotas maximum pour les personnels contractuels et l'extension des critères de nationalité pour ces personnels » et entend instaurer (sans rire) « le contrôle des comptes des syndicats »...

Vitrolles à l'épreuve du social La nouvelle municipalité a supprimé le service des éducateurs de rue et licencié 3 contractuels. 4 postes d'éducateurs ont été transformés en en poste de policiers municipaux. 8 autres agents de prévention contractuels pourraient être licenciés. L'union régionale des syndicats territoriaux CGT a organisé une réunion avec des syndicalistes des 4 villes aux mains du FN. De son côté l'Interco CFDT assure qu'elle sera vigilante.

Le dossier des Rencontres du 1er mars 1997

« **Agir contre le Front national et son programme pseudo-social** » 135 pages de documents réparties en trois chapitres « Syndicats-FN: premiers dangers, premières ripostes », « Le FN et l'école », et « Le FN au travail » où vous trouverez des reproductions du matériel de propagande du FN mais aussi déclarations, articles et analyses du mouvement syndical sur chacun des sujets. (50 F + 16 F de frais d'envoi, chèque libellé à l'ordre du Réseau Ras l'front).

REVUE DE PRESSE

« **Le Fer Peinard** », le journal du syndicat de SUD-Rail, donne compte rendu dans son dernier numéro de la rencontre du 1er mars en souligne l'intérêt, mais conclue sur l'absence de résultats concrets. Dans « **CFDT magazine** » (avril 97) on peut lire un dossier, « Le FN infiltre le social », qui fait le bilan des tentatives de création de « syndicats » FN et détaille le cas particulier de l'élection de Jean-Claude Lucas, élu Fn avec 24,6 % des voix au CA de l'OPAC HLM (13.000 logements). Jacques Rémy, candidat CFDT, qui a été élu, raconte « J'avais bien senti que les locataires français étaient tentés de voter FN, alors j'ai pris contact avec les associations d'immigrés et nous avons fait une campagne efficace ». Pour le mensuel cédétiste « le vote immigrés a limité les dégâts ». Alain Commond, également militant CFDT, confie: « J'ai des amis, adhérents CFDT, qui ont voté FN: sentiment d'insécurité, peur du lendemain... ». Le dossier souligne la politique active du Front vis à vis des cadres de l'armée avec le cercle national des combattants et le Comité de soutien à l'armée aux industries de défense parrainé par 13 officiers supérieurs du cadre de réserve. Pour Henri Israël, « le FN a décidé de prendre son temps pour

arriver à ses fins. L'araignée tisse tranquillement sa toile ». Le dossier se conclue sur « Le FN dégaîne son syndicat » où Isabelle Perrin analyse la percée FN qui « surfe sur un malaise bien réel dans la profession, exploitant les suicides de policiers » et prétend « défendre tous les policiers qu'ils soient de droite ou de gauche ». **L'Hebdo** dans son numéro du 11 avril constate que « le FN a été bouté hors des entreprises par les juges ». L'hebdomadaire cégétiste revient sur le détail des décisions de justice qui ont frappé les « syndicats » - FN et notamment sur l'interprétation de l'article L 411 du code du travail qui définit le rôle et la nature des syndicats professionnels. « **Syndicalisme hebdo** » (10/4/97) propose un dossier au « Combat européen contre le racisme dans l'entreprise » et évoque la déclaration de Florence signée en 1995 par la Confédération européenne des syndicats, les employeurs d'entreprises publiques et le patronat européen et rend compte de la conférence de Bruxelles organisée sur ce thème le 21 mars dernier. Dans ce même numéro, on trouve une contribution sur « les CE contre l'extrême droite » où sont évoquées l'activité de l'inter-CE de Nantes, l'ACENER, qui organise une fête « Tissé Métissé » et celui de Cholet. Ailleurs, les élus du CE d'Alstom ont réalisé une exposition « Tous parents, tous différents ». Philippe Bataille, chercheur au CADIS et coordonnateur de l'enquête sur le racisme à l'entreprise menée à la demande de la CFDT, souligne, dans ce numéro, « ...que la discussion sur le racisme interroge la qualité de la relation au travail et l'organisation de l'entreprise ».

Le Peuple, bimensuel de la CGT (23 avril 1997) publie un article de Nonna Mayer consacré à « Racisme, ethnocentrisme et vote Le Pen ». Pour la sociologue du CEVIPOF « le renouveau générationnel, allié à la hausse globale du niveau d'instruction, devraient à terme faire baisser le niveau d'ethnocentrisme, s'ils n'étaient pas contrebalancés par la persistance de la crise économique et l'influence idéologique d'un parti comme le Front national dont les idées séduisent un français sur cinq ». Gérard Chemouil, du secteur salariés migrants, apporte sa contribution en interrogeant « quelle contribution syndicale ? ». Pour le syndicaliste, ceux qui refusent de mener la bataille contre les « diffuseurs informels du racisme et de la xénophobie » risquent de favoriser la montée d'un syndicalisme nationaliste », c'est pourquoi « il faut porter la contradiction salutaire, rétablir la vérité sur les véritables responsabilités de nos conditions de vie ». **Tous ensemble**, édité par des militants de la CFDT publie, dans son numéro d'avril, des larges extraits de l'argumentaire anti-FN de la région PACA. Dans **Options**

d'Avril 1997, interrogée sur le fait que la mobilisation contre le FN n'est plus seulement citoyenne mais qu'elle est désormais aussi syndicale, Lydia Brovelli, membre du bureau confédéral de la CGT, rappelle le succès de l'initiative organisée le 22 Mars à Marseille, et tout particulièrement le succès, lors de celle-ci, du forum « le syndicalisme face à l'extrême droite ». Elle souligne que le besoin d'unité syndicale qui s'y exprime ici et dans d'autres initiatives, ne pourra pas ne pas se répercuter sur d'autres questions, notamment sur la question de l'emploi, tant il est vrai que l'influence du FN s'est développée en profitant des difficultés quotidiennes générées par la crise économique et le chômage. Interrogée sur la faible participation syndicale à Strasbourg le 29 Mars, elle constate que la visibilité syndicale n'a pas été très forte, mais elle insiste sur l'urgence qu'il y a à ouvrir le débat dans les entreprises. pour souligner ce vers quoi mènent le racisme et les idées défendues par le FN, et expliquer que le programme du FN n'a rien de social bien au contraire.

Consciente des difficultés de conduire un tel débat, elle souligne que c'est une raison de plus pour l'engager avec persévérance et que la lutte contre le racisme et l'exclusion dans laquelle l'action syndicale a toute sa légitimité. Elle rappelle quelques initiatives et débats conduits par des syndicats ou fédérations CGT (UD 77, CGT CEA, Fédération textile habillement cuir). Interrogée sur les intentions du Fn de participer aux élections prud'homales, Lydia Bovelli indique que la CGT va tout faire dans les semaines qui viennent pour que le FN ne parviennent pas à ses fins sur les prud'hommes, et que d'autre part la confédération affirmera haut et fort la vraie nature de ce parti qui milite pour le retour des femmes au foyer, et la déstructuration du système de protection sociale.

Informations Syndicales Antifascistes (I.S.A.) est édité par la commission syndicale de Ras l'front : *Ras l'front* commission syndicale BP 87 75561 Paris cedex 12

Tel 01 42 43 22 00

Fax 01 42 43 23 63

imprimé par nos soins